

Les habitants des villes indiennes souffrent d'un piètre approvisionnement en eau

Le robinet ne coule que quelques heures par jour dans des villes qui accueilleront un demi-milliard d'habitants d'ici à 2050. Une émeute a fait deux morts en mars.

LE MONDE | 07.05.2018 à 10h39 | Par Julien Bouissou ([journaliste/julien-bouissou/](#)) (New Delhi, correspondance)



A New Delhi, le 1er mai. SAJJAD HUSSAIN / AFP

Les camions-citernes font désormais partie du paysage urbain indien. Chaque jour, ils transportent des millions de litres d'eau des campagnes vers les quartiers asséchés des villes. Parfois, la distribution tourne à l'émeute. Deux habitants sont morts en mars dans un quartier pauvre de New Delhi lors d'une dispute qui a éclaté au moment du remplissage des bidons. La pénurie en eau coûte des vies humaines et de précieuses heures de travail ou de scolarisation lorsque des enfants sont chargés de la collecter. L'absence d'infrastructures d'assainissement et la mauvaise qualité de l'eau menacent aussi la santé des habitants.

Dans les villes indiennes, qui accueilleront 500 millions d'habitants d'ici à 2050, la distribution d'eau au robinet n'est assurée que quelques heures par jour. Les habitants les plus chanceux ont alors recours à des pompes pour stocker l'eau souterraine dans des réservoirs posés sur les toits. Ils ont aussi besoin de s'équiper de filtres car les nappes phréatiques sont contaminées par les substances toxiques, qui pénètrent les sols à partir des déchetteries à ciel ouvert.

Lire aussi : L'Inde menacée par l'épuisement de ses nappes phréatiques

([planete/article/2018/05/07/l-inde-menacee-par-l-epuisement-de-ses-nappes-phreatiques_5295240_3244.html](#))

En 2015, le gouvernement a lancé le chantier de rénovation des réseaux urbains de distribution d'eau et d'assainissement à travers le programme Amrut, doté de 6 milliards d'euros et destiné à améliorer les infrastructures des villes. Il est complété par le chantier d'aménagement de 108 « villes intelligentes. » Pour Vishwanath Srikantiah, un expert indien des questions d'eau, « *la clé du problème réside dans une meilleure gouvernance* », notamment la recharge des aquifères ou la construction d'usines de traitement des eaux usées. Certaines municipalités ont délégué la gestion de cette ressource à des entreprises, en faisant valoir que l'augmentation de son prix obligerait les utilisateurs à l'économiser, tout en améliorant sa qualité et le réseau de distribution.

Mais de nombreux experts indiens sont sceptiques. L'approvisionnement dépend des ressources disponibles, en surface ou dans les nappes phréatiques. Les pertes dans les réseaux de distribution existants ne constituent qu'une petite partie du problème, dans un pays où l'usage domestique ne représente que 8 % du prélèvement des nappes souterraines, principalement exploitées pour l'irrigation.

Partenariats public-privé peu concluants

« Si l'eau se paie cher dans des quartiers où elle n'est pas accessible en permanence ni dans tous les foyers, elle ne se partagera plus et cela peut créer des tensions », met en garde Philippe Cullet, professeur à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres.

Les premières expériences de partenariat public-privé dans le pays sont loin d'être concluantes. A Nagpur, dans le centre du pays, où les habitants se plaignent de payer cher une eau du robinet disponible seulement quelques heures par jour, des hommes politiques de tous bords demandent l'annulation du contrat passé avec Veolia. Et à Bombay, Suez a annoncé en février avoir dû mettre fin à un « contrat de performance » signé en 2014, faute d'accord avec la municipalité. Malgré ces déboires, les entreprises françaises continuent de miser sur l'eldorado des marchés de la distribution et du traitement des eaux usées, qui se compte en milliards d'euros.